



CJPMO: Statistiques Canada ne devrait pas promouvoir l'étude problématique sur l'antisémitisme d'un groupe de pression

Par [CJPMO](#)

Mondialisation.ca, 08 avril 2021

Communiqué du CJPMO

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#), [Loi et Justice](#)

Montréal, le 6 avril 2021 — CJPMO est hautement concernée par la publication de Statistique Canada sur les crimes haineux au Canada qui faisait référence aux conclusions d'un « audit » non rigoureux sur l'antisémitisme par le groupe de pression B'nai Brith Canada. CJPMO est préoccupée par le fait que l'inclusion des affirmations de B'nai Brith dans une publication de Statistique Canada donne non seulement plus de crédibilité à une méthodologie erronée, mais perpétue également par inadvertance la fausse notion que protester contre les violations des droits de la personne en Israël est équivalent aux crimes haineux et à la violence antisémite.

Dans sa publication « [Les crimes haineux déclarés par la police au Canada, 2019](#) », Statistique Canada a montré que selon les mesures déclarées par la police, les crimes haineux visant la population juive ont diminué de 20% en 2019, même si ils restent à un niveau inacceptable. Néanmoins, Statistique Canada a contredit ses propres conclusions en les comparant avec l'« [Audit des Incidents Antisémites](#) » de B'nai Brith Canada pour 2019, qui constate un « nombre record d'incidents antisémites pour la quatrième année consécutive ».

CJPMO souligne qu'il est très inhabituel pour Statistique Canada de mettre en évidence des études ou des déclarations provenant d'organisations non gouvernementales et non statistiques. En effet, « l'audit » de B'Nai Brith indique d'emblée qu'il « se concentre sur les incidents antisémites qui correspondent et qui ne correspondent pas à la définition d'un crime haineux dans le Code criminel. », rendant ainsi leurs conclusions incomparables avec les données de Statistique Canada. De plus, bien que Statistique Canada ait clairement indiqué que les conclusions de B'nai Brith différaient des siennes, l'organisation n'a pas expliqué cette divergence, mais a plutôt présenté les conclusions de B'nai Brith comme une alternative potentiellement crédible.

L'appui apparent de Statistique Canada à "l'audit" de B'nai Brith est d'autant plus troublant de par sa méthodologie, qui associe délibérément des incidents horribles d'antisémitisme et de violence des suprémacistes blanc à l'expression politique sur Israël et ses violations aux droits de la personne. Parmi les « incidents » cités par « l'audit » de B'nai Brith en 2019, on retrouve : un autocollant « Boycott Israeli Apartheid » placé à côté de produits israéliens dans des épiceries; un politicien exprimant son inquiétude au sujet d'un législateur palestinien maintenu indéfiniment en détention administrative israélienne; le financement fédéral d'un « guide de vote musulman » qui présente le boycott d'Israël sous un jour

positive; et une manifestation pro-palestinienne contre un évènement de l'Université York promouvant les Forces de défense israéliennes. L'incapacité de B'nai Brith à faire la distinction entre des cas comme ceux-ci et des incidents impliquant des croix gammées ou des insultes racistes, par exemple, rend ses conclusions sur les chiffres et les tendances générales très suspectes.

CJPMO note que d'éminents chercheurs canadiens sur l'antisémitisme ont souligné les manquements de la méthodologie de B'nai Brith. Dans une [récente étude](#), Robert Brym (Université de Toronto) et Rhonda Lenton (Université de York) exposent un certain nombre de raisons pour « tempérer l'alarme générée par les données de B'nai Brith Canada », incluant le fait qu'ils aient « regroupé sous la rubrique antisémitisme à la fois des actions clairement antisémites mais également des actions visant à critiquer Israël. ». L'étude souligne en outre que des recherches basées sur des enquêtes menées par onze pays occidentaux montrent un degré de corrélation « comparativement faible » entre ceux qui ont des opinions antisémites et ceux qui ont des attitudes anti-israéliennes, ce qui constitue une preuve supplémentaire que ces dimensions ne doivent pas être confondues. C'est pour ces raisons que CJPMO pense que l'audit de B'nai Brith ne devrait pas être listé aux côtés de données rigoureuses produites par le gouvernement sur le site web de Statistique Canada, et a demandé une correction. CJPMO avance également que l'audit de B'nai Brith devrait être traité avec beaucoup de scepticisme et que des agences gouvernementales réputées comme Statistique Canada ne devraient pas lui accorder autant de crédibilité.

###

Pour plus d'informations, veuillez communiquer avec :
Michael Bueckert, VP CJPMO
Canadiens pour la justice et la paix au Moyen-Orient
michael.bueckert@cjpmo.org ou 613-315-7947
[Courriel CJPMO](#) - [Site Web CJPMO](#)

La source originale de cet article est Communiqué du CJPMO
Copyright © [CJPMO](#), Communiqué du CJPMO, 2021

Articles Par : [CJPMO](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca